

Mexico. Ou bien, il fallait traiter ces malheureux ministres avec le mépris qu'ils méritaient et se retirer à son heure, en les tenant sous la menace de représailles à la moindre manifestation matérielle d'hostilité. C'est à cette solution, sans doute la plus sage, que s'arrêta le Maréchal. Il était, du reste, trop tard pour adopter une autre règle de conduite.

Il n'en est pas moins très fâcheux, et je l'ai toujours regretté personnellement, que le misérable Fischer n'ait pas reçu, à ce moment, le châtement qu'il avait tant de fois mérité et qu'on n'en ait pas ainsi débarrassé l'Empereur, car le malheureux ne fut certainement pas allé à Queretaro.

CHAPITRE XIX

RETRAITE DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Du 1^{er} Janvier au 28 Février 1867

Problème exceptionnel de grande stratégie. — Echange des prisonniers. — Négociations courtoises avec les chefs juaristes. — Redditions accomplies de façon digne par les Mexicains. — Lettre d'avertissement adressée par le Maréchal au général Riva-Palacios, le plus rapproché de ses troupes. — Le Maréchal ne fit de compromis avec personne. — Fin Janvier, la division Castagny est réunie autour de Mexico, formant l'arrière-garde de l'armée. — Incident final des décorations mexicaines à nos troupes. — Encore l'abominable Fischer ! — Dispositions en vue de l'évacuation de Mexico. — Etat défensif de la capitale. — Livraison des ouvrages et du matériel de défense. — Liquidation du matériel et des animaux de l'armée française. — Situation de la colonie militaire française de Mexico et du quartier-général. — Préparatifs de départ. — Liquidation personnelle du Maréchal. — Accusations du général Douay. — Sort des Français résidant au Mexique. — Rapatriement des corps belge et autrichien. — Lettre du commandant de la légion autrichienne au maréchal Bazaine.

Désormais débarrassé ouvertement et officiellement des affaires de la politique et du souci que lui causaient sans cesse celles du pays, le maréchal Bazaine n'avait plus guère à se préoccuper que de son armée, pour achever son mouvement de retraite d'une façon aussi parfaite qu'il en avait été jusqu'à ce moment, où aucun incident fâcheux ni aucun conflit ne s'étaient produits.

L'Empereur Napoléon et son ministre de la Guerre avaient bien raison, le premier de penser, l'autre d'écrire que le Maréchal « commandait si bien son armée et exécutait avec

habileté » la retraite la plus difficile que puisse opérer un commandant en chef, car l'opération de grande stratégie avec laquelle Bazaine se trouvait aux prises fut une des plus délicates et des plus compliquées que présente l'histoire militaire. L'échiquier était immense, l'ennemi y était partout, le terrain constamment difficile et traître, les ressources étaient rares, les populations manquaient de confiance, étaient apeurées ou bien hostiles. Enfin les lieutenants du général en chef se trouvaient presque toujours dans l'impossibilité de combiner entre eux leurs opérations à cause des distances considérables qui les séparaient et des difficultés des communications dans un pays troublé. Le Maréchal était alors dans l'impérieuse nécessité de diriger lui-même et de résoudre de loin, presque chaque jour, un nouveau problème de stratégie.

Il est vrai que les actions de guerre étaient très rares, en raison des dispositions que prenait le général en chef de ne jamais laisser à aucune de ses colonnes la possibilité de se trouver en trop grande infériorité numérique avec la force matérielle des adversaires qui pouvaient les menacer.

Afin de montrer avec quel soin et quel souci d'éviter des incidents fâcheux le Maréchal combinait ses dispositions, je reproduis comme spécimen caractéristique les instructions qu'il envoya au commandant de la légion belge occupant la ville de Tulancingo, où elle résistait depuis quelque temps aux attaques de forces relativement considérables et qu'il fallait ramener à Puebla d'où cette vaillante petite troupe, délaissée par Maximilien, devait gagner le port d'embarquement.

Le message, réduit matériellement au volume d'une cigarette dissimulée dans les assemblages d'osier constituant une hotte pleine de fruits et légumes, portée par un Indien, parvint à entrer dans Tulancingo, étroitement bloqué par l'ennemi et fut remise au colonel Van der Smissen.

« Mexico, 22 décembre 1866.

« Colonel,

« Je vais prendre les mesures pour vous faciliter le moyen d'évacuer Tulancingo. Une colonne française commandée par le commandant Saussier sera le 27 décembre à Tisayuca et le 28 à la Venta del Cruz ou à l'hacienda de Reyes. Le 29, elle viendra coucher à Zinuilacan. Vous devez quitter, ce jour-là, Tulancingo avec tout votre monde et venir aussi coucher à Zinuilacan. Vous vous rendrez ensuite à Puebla où vous arriverez le 5 janvier, couchant successivement à la Venta del Cruz, Teotihuacan, Texcoco, Buena-Vista, Rio Frio et San Martin. Je vous envoie ci-joint une copie de la proclamation par laquelle l'Empereur Maximilien licencie le corps austro-belge.

« Tâchez de vous mettre, le plus tôt possible, en relations avec le commandant Saussier. Concertez-vous avec lui pour vos opérations. En évacuant Tulancingo, vous emmènerez avec vous toute l'artillerie et les munitions de guerre qui sont dans cette place. Je crois que vous n'êtes pas tenu de faire un mystère de votre départ; je crois même que vous feriez bien d'en prévenir le chef des dissidents qui se trouve le plus à proximité de vous. Je ne verrais nul inconvénient à ce que vous entriez en pourparlers avec lui, afin qu'il fasse occuper Tulancingo après votre départ, afin d'éviter ainsi que la ville ne tombe au pouvoir de ces bandes nombreuses qui ne recherchent que le vol et le pillage. Je compte d'ailleurs sur votre connaissance de la situation et sur votre habileté pour mener à bonne fin cette négociation.

« Le Commandant en chef,

P. O. le chef d'Etat-major général « OSMONT. »

Cette dernière précaution conseillée par le Maréchal était bien nécessaire, car elle évita à la ville abandonnée le pillage que lui réservait une bande de 500 Platéados, bandits de la pire espèce, qui guettaient la proie.

L'évacuation de Tulancingo et la retraite du corps belge appuyée par le commandant Saussier se firent en ordre parfait et sans incidents. Il en fut ainsi dans presque tous les postes que nos troupes durent abandonner. Je dois cependant ajouter ce détail caractéristique que le 6^e régiment de cavalerie impériale, qui était adjoint à la légion belge, à peine sorti de Tulancingo, quitta subitement la colonne, et, prenant le galop, passa à l'ennemi. Voilà un fragment des 26.000 soldats accusés par le ministre de la Guerre à la Junta, dont l'existence fallacieuse décida de continuer la lutte.

Si donc le Maréchal dirigeait les opérations de ses troupes selon les règles classiques de l'art militaire, il agissait aussi avec une certaine habileté sur le moral de ses adversaires pour faciliter encore ces opérations. C'est ainsi que, pour éviter d'être obligé d'infliger aux troupes de Juarez des représailles sanglantes qui ralentiraient la retraite de son armée, il avait fait savoir à leurs chefs que, s'il était entendu par la France que les troupes françaises n'entreprendraient pas de nouvelles expéditions, il entendait bien que les Libéraux en fissent autant et qu'il ordonnait de les attaquer s'ils approchaient à moins de deux journées de marche. Du reste, ceux-ci étaient peu disposés à se mettre en travers de sa route, car ils savaient par expérience combien ce jeu était dangereux.

Dès le mois de juillet, après la destruction de la division impériale du général Mejia et la perte de Matamoros sur la frontière américaine, le Maréchal avait décidé de replier les lignes les plus excentriques de la division Douay et même d'évacuer Monterey. Il s'était porté lui-même jusqu'auprès de cette place pour étudier les mesures défensives à prendre dans ces régions troublées, menacées par les Américains, et préparer la retraite sur Mexico et Puebla des troupes du général Douay.

Quant à la première division aux ordres du général de Castagny, sa concentration et sa marche en retraite furent une

opération délicate, difficile et la plus pénible, car le général de Castagny avait occupé tout l'ouest et le nord-ouest du Mexique, jusqu'à l'Océan Pacifique; sur terre, sa division s'était étendue jusqu'aux confins sauvages du Mexique, le pays des Apaches, les Indiens autochtones, à plus de 500 lieues de Mexico. Il est vrai que ces troupes, lancées ainsi en enfants perdus, furent portées à Guaymas, presque au fond du golfe de Californie, par nos bâtiments de guerre et ravitaillées par leurs soins.

Dès le mois d'août, le Maréchal se préoccupait déjà de concentrer cette division par trop dispersée; aussi refusa-t-il à Maximilien de faire réoccuper Chihuahua et s'attira-t-il le mécontentement de l'Empereur. Puis, le 19 du même mois, il se décidait à évacuer les ports de la Sonora et à abandonner Guaymas et Mazatlau, encore malgré les protestations de Maximilien; il envoyait l'ordre à l'amiral Mazère, commandant nos forces navales du Pacifique, de prendre les dispositions nécessaires pour confier ces ports à la garde des troupes impériales locales et de transporter nos détachements, notamment le 62^e de ligne, à San-Blas, d'où ils se porteraient sur Tépïc, au pied de la Cordillère, et rentreraient ainsi dans la main du général de Castagny.

Le commandant de la division alla en effet recueillir ces troupes si longtemps éloignées de lui, les ramena sur Guadaluajara et exécuta alors, avec un ordre et une précision remarquables, la concentration et la marche en retraite de toute sa division jusqu'aux abords de Mexico.

A la grande œuvre stratégique qui ramenait toute l'armée vers la capitale et l'acheminait sur Vera-Cruz, s'ajoutait encore un devoir d'un autre ordre qui présentait aussi des difficultés matérielles, mais surtout comportait des considérations morales particulièrement délicates, nécessitant pour l'accomplir, de la part du Maréchal, une habileté et un tact tout particuliers. C'était l'échange des prisonniers réciproques et le recouvrement de tous les blessés français, même autrichiens, qui se trouvaient entre les mains de l'ennemi, prin-

cipalement à la suite des tristes affaires où succombèrent les bataillons de cazadores comprenant, en assez grand nombre, des soldats français et surtout des officiers.

C'est cette œuvre longue et délicate que le Maréchal mena avec un succès inespéré, grâce surtout au prestige qu'il exerçait sur les chefs libéraux et à la grande considération que ceux-ci avaient pour sa personne; car la droiture et la générosité qu'il avait toujours témoignées à eux et à leurs troupes, avaient su gagner leurs sympathies pendant les cinq années de guerre acharnée qu'il avait soutenue contre eux. Aussi les négociations et les pourparlers engagés avec les principaux chefs libéraux furent toujours empreints d'une courtoisie parfaite et les lettres des généraux mexicains, notamment de Porfirio Diaz et de Riva Palacios témoignent de la haute estime que ces officiers professaient pour le caractère de l'armée française, de ses officiers et de la haute considération en laquelle ils tenaient le maréchal Bazaine. Les mesures spéciales qui furent prises par des chefs secondaires pour assurer la protection des détachements de blessés et convalescents français rejoignant les postes occupés par nos troupes sur lesquels les généraux libéraux les avaient dirigés, témoignent de leur part des sentiments de loyauté et d'humanité qui les honorent. Ainsi Riva Palacios écrivait, le 19 janvier, au chef du cabinet du Maréchal une lettre dans laquelle on lisait cette information caractéristique : « Vous pouvez assurer en mon nom, au Maréchal, que ses compatriotes qui doivent parcourir les chemins de Morelia à Mexico, seront entièrement respectés dans leurs personnes et dans leurs intérêts, sur toute la ligne de mon commandement, et je donne des ordres pour prévenir tout contretemps. »

D'ailleurs, ces manifestations courtoises n'empêchaient pas le Maréchal de rappeler les généraux à la prudence quand l'occasion opportune s'en présentait. C'est ainsi que, dans les premiers jours de janvier, ce même général Riva Palacios, qui opérait dans les environs de Toluca, avait en-

voyé un officier parlementaire pour inviter le commandant de la garnison mexicaine de cette place à la lui rendre. Ce message fut arrêté en route et capturé. Le général Palacios écrivit au Maréchal pour le prier de lui faire rendre le prisonnier qui avait été fait contrairement au droit des gens. Il terminait sa lettre par cette courtoise flatterie : « Comme j'ai toujours connu vos sentiments de galant homme, je compte sur eux pour réparer le mal. »

Le Maréchal fit faire droit à cette juste requête et en fit informer le général mexicain par la plume de son chef de cabinet. Il profita de la circonstance pour lui rappeler, délicatement, ses idées à l'égard de la suspension tacite mais conditionnelle des grandes hostilités de la part des troupes françaises. Cette notification était ainsi formulée par le colonel Boyer :

« Permettez-moi d'ajouter, M. le Général, que dans les circonstances actuelles, les mouvements qui s'exécutent du côté de Toluca, à vingt lieues de la vallée de Mexico, ne sauraient rester indifférents au chef de l'armée française, vous le comprendrez sans peine.

« Il ne m'appartient pas de vous conseiller telle ou telle manière d'être, mais je tiens à ce qu'aucun malentendu ne puisse faire supposer que Son Excellence reste inactive, alors que vos troupes prennent l'offensive et s'approchent de nos lignes plus qu'il ne convient à l'armée française de le supporter.

« Vous voudrez bien apprécier la situation sous son véritable jour, et vous comprendrez que vous restez responsable des mesures que croit devoir prendre le Maréchal pour tenir, pendant tout son séjour à Mexico, les corps de l'armée républicaine à distance de la capitale et des points stratégiques qu'il croit devoir occuper. »

Cet avertissement était, comme il convenait qu'il fut, aussi fier qu'énergique, et ne supportait pas de réplique, sous peine de faire parler la poudre.

Ce langage condamne sans appel l'erreur commise par cer-

tains écrivains qui ont prétendu que le maréchal Bazaine avait fait des compromis avec les généraux de Juarez pour qu'on n'inquiétât pas la retraite de nos troupes. Singulier compromis, en effet, que des menaces de coups de canon !

A la fin de janvier, le corps expéditionnaire était échelonné en entier sur la route de Mexico à Vera-Cruz ; à Mexico même se trouvait une très forte arrière-garde, presque toute la première division, général de Castagny, renforcée même en artillerie et cavalerie, qui devait évacuer la capitale en un seul bloc et fermer la marche de l'armée se repliant sur la côte.

A ce moment si proche de la séparation finale, il se produisit encore un incident regrettable qui découvrait, de triste façon, l'état de décrépitude dans lequel était tombé le pouvoir impérial. Afin de récompenser les services de ces troupes qui venaient de rentrer dans la capitale après avoir guerroyé au loin pendant des années pour le service et souvent les fantaisies capricieuses de Maximilien, le Maréchal avait, depuis quelque temps déjà, avant les derniers incidents de rupture des relations, adressé à la chancellerie impériale des propositions pour la croix de Guadalupe et la médaille militaire créée par Maximilien, en faveur d'officiers et d'hommes de troupe, en particulier pour ceux ayant servi dans les cazadores. Le départ était imminent, le Maréchal avait écrit à l'Empereur pour le lui rappeler, mais les résultats de cette démarche furent incroyables. L'inquisiteur séquestre de l'Empereur garda pour lui la dépêche du chef d'Etat-major de l'armée française, général Osmont, et se permit de faire lui-même la réponse suivante :

« Confidentielle et réservée.

« Mexico, le 1^{er} février 1867.

« Mon cher général,

« Vous n'ignorez pas que la ligne de conduite observée ces derniers jours par le maréchal Bazaine a donné pour dernier

résultat que Sa Majesté s'est déterminée, bien à son regret, à cesser toute relation avec le Maréchal.

« A raison de cet incident lamentable, j'ai cru devoir m'abstenir de soumettre à l'approbation de Sa Majesté l'état de proposition que vous m'avez adressé avant-hier, car je considère qu'il ne ferait qu'augmenter le déplaisir de l'Empereur.

« Mais le respect que je vous dois et ma haute estime pour vos mérites me font vous parler avec cette franchise.

« Désireux, cependant, de ne pas laisser sans la récompense méritée les bons services de dignes militaires compris sur ces Etats, je viens soumettre à votre choix deux moyens qui, à mon avis, seraient bons pour réussir. Demandez les vous-même à l'Empereur, non pas au nom du Maréchal, mais au vôtre.

« Ou bien, adressez-moi une lettre particulière dans le même sens et, dans ce cas, j'éprouverai grande satisfaction à provoquer la haute approbation de Sa Majesté.

« *Le Secrétaire de l'Empereur,*

« Augustin FISCHER. »

Quel ignoble gredin ! Tel est le seul commentaire que comporte cette multiple infamie. En présence d'un acte aussi scandaleux, on se pose cette question qui remonte plus haut : Cet escarpe politique et gouvernemental était-il le seul coupable dans cet escamotage honteux de l'autorité et de l'initiative impériales ? Evidemment non. Les ministres, les conseillers de la couronne, les officiers de la maison militaire, les dignitaires de la Cour, ne furent-ils pas criminels de laisser le misérable Fischer faire jouer au malheureux Empereur, et par des procédés infâmes, un rôle abominable qu'il n'aurait jamais consenti à remplir, s'il avait eu la libre disposition de ses facultés et contre lequel Sa Majesté se serait révoltée, si elle en avait eu connaissance ?

Le général Osmont, indigné à la lecture de la lettre aussi ridicule qu'impudente du comédien Fischer et surtout du

rôle qu'il lui proposait de remplir, porta ce factum au Maréchal. Son Excellence, ne pouvant admettre qu'une insanité aussi impertinente ne fût pas relevée, fit lancer par la plume de son chef de cabinet, le colonel Boyer, un dernier cri de mépris au grotesque et vaniteux *alter ego* de Maximilien.

« Mexico, le 2 février 1867.

« Monsieur l'abbé,

« S. E. le maréchal Bazaine, auquel le général Osmont a communiqué votre lettre du 1^{er} février, confidentielle et réservée, me charge d'avoir l'honneur d'y faire réponse.

« Votre ignorance des usages militaires, vous fait adresser au général Osmont une double proposition qui témoigne du désir que vous avez de ne point voir privés de braves soldats d'une récompense à laquelle ils attachent du prix.

« Vous ajoutez que vous ne croyez pas devoir soumettre les états de proposition à Sa Majesté l'Empereur du Mexique, à cause du lamentable accident qui s'est produit dans ces jours derniers.

« Il est regrettable, en effet, que des propositions faites depuis longtemps aient été envoyées dans des circonstances aussi peu favorables; mais, monsieur l'abbé, on ne saurait admettre que le désir particulier que vous témoignez d'être agréable au général Osmont autorise cet officier général à s'écarter des règles de la hiérarchie qui, dans l'ordre militaire comme dans l'ordre religieux, constituent la base de la discipline.

« Quant à l'incident que vous invoquez, vous ne sauriez ignorer qui l'a provoqué, et, en mettant de l'ordre dans les faits, vous vous apercevriez peut-être que la loyauté mécon nue, le sentiment et la dignité offensés, ont nécessité de la part du Maréchal une première rupture dont la conscience de vos amis politiques seule restera chargée.

« Agréez...

Le colonel, chef du Cabinet. »

J'ai tenu à faire connaître ces détails invraisemblables qui

caractérisent douloureusement les dernières relations du chef de l'Intervention avec l'Empire mexicain, afin de bien faire comprendre qu'au moment de notre départ, nos plus grands ennemis au Mexique étaient les membres de ce gouvernement clérical intransigeant que nous avons écarté au début pour appuyer le trône de Maximilien sur des bases plus libérales et qui, après avoir hypnotisé l'Empereur, l'avoir morphiné peut-être, avaient pris en mains un pouvoir qu'ils rendaient tyrannique; pour montrer enfin combien étaient justifiées les mesures de prudence que le maréchal Bazaine avait dû prendre pour évacuer la capitale avec ses dernières troupes, sans conflit, sans insultes imprudentes et conséquemment sans effusion de sang. Car ces mesures, d'ordre varié, que j'aurai du reste à faire connaître en détails, ont été inconsidérément critiquées, reprochées même.

Le fameux moraliste encore plus irréfléchi qu'inexorable, le général Douay, dans sa dernière lettre, n'a-t-il pas écrit : « Le Maréchal, qui veut faire un départ guerrier, quittera Mexico du 8 au 10, avec une véritable armée, 10 bataillons, 8 escadrons et 24 canons. » Nonobstant le persiflage ridicule de M. Douay, le Maréchal a agi avec une très sage prévoyance, en appliquant, dans la circonstance, le classique : *Si vis pacem para bellum*. Car, envers les misérables troupes de Marquez, affublées, comme on le verra, de nos fonds de magasins, la gloire du *bellum* n'eût rien ajouté à l'honneur de nos armes; bien au contraire!

La concentration et la retraite de l'armée comportaient encore un corollaire qui s'était présenté dans tous les postes plus ou moins importants qu'occupaient nos détachements : c'était l'abandon matériel de ces postes et leur remise aux autorités et aux troupes impériales. Cette opération, partout où elle fut possible, s'effectua d'une façon satisfaisante et sans incidents.

Dans les localités où elle ne put se faire ainsi, soit qu'il n'existât pas de troupes impériales pour garder ces postes, soit que ces troupes se sentissent incapables ou impuissantes

pour assurer leur garde après notre départ, nos commandants entrèrent en relations avec les chefs réguliers des forces ennemies les plus voisines, afin d'établir une entente pour que les localités fussent occupées par des troupes régulières dissidentes, au moment où nos arrière-gardes sortiraient, de manière à éviter aux populations les conséquences d'une occupation violente et brutale, ou le pillage des guerillas. Cela se fit, ainsi que j'en ai donné un exemple, dans l'évacuation de Tulancingo par le corps belge.

Le premier des cas d'évacuation par livraison aux troupes impériales était seul applicable à la capitale, où cette opération importante, compliquée et des plus délicates avait été préparée à l'avance par le maréchal Bazaine. Cela était indispensable pour éviter tout désordre et, sans doute même, des conflits qui auraient pu devenir graves en raison de l'état d'esprit qui animait le gouvernement, car il y avait lieu de penser que, outre l'hostilité déloyale qui nous était témoignée, ce gouvernement ou même seulement M. Larès, premier ministre, et le général Marquez, voire même le malfaisant Fischer, pouvaient avoir l'espoir de faire naître *in extremis* un conflit violent, afin de retenir nos troupes et d'ajourner leur embarquement. Ces trois hystériques de la politique étaient capables de tout et cette conception de leur part pouvait seule expliquer les incidents diaboliques qu'ils soulevaient, chaque jour, pour lasser la patience du Maréchal, ce qui heureusement n'était pas chose facile. Bazaine vit clair dans ce jeu ténébreux.

Lorsque, le 10 juin 1863, j'entrai, un des premiers Français, dans Mexico, cette ville n'était pas fortifiée et n'avait pour toute ressource défensive que sa citadelle, susceptible tout au plus de résister à une surprise ou à un pronunciamiento. Quatre années après, nous en avons fait une forteresse enveloppée par un immense camp retranché, contre laquelle serait venue se briser l'action expirante d'une invasion américaine.

La ville proprement dite était entourée d'une enceinte

continue du côté de la terre et gardée par des ouvrages isolés placés à tous les débouchés donnant accès entre les grands laes. En outre, le Maréchal avait fait préparer par le génie français une ligne de fortins extérieurs, à une grande distance, qui constituaient un vaste camp retranché de treize kilomètres de ceinture. Cet ensemble défensif était armé d'un nombre considérable de pièces de siège et de campagne, approvisionnés à trois cents coups. Tout cet armement fut livré, administrativement, par les soins de notre artillerie, conformément aux règles en usage et, afin d'éviter que, par des coups de surprise, les Libéraux n'enlevassent quelques parties de cet armement laissées dans les ouvrages fortifiés, les pièces de campagne furent ramenées dans la citadelle et livrées avec leurs munitions et leur outillage à l'artillerie impériale, contre procès-verbaux de livraison remis à l'Etat-major français. Quant aux pièces de siège, trop lourdes pour être emportées par surprise, elles furent laissées sur les remparts, comptées et livrées comme le matériel léger. Cette opération ne s'appliqua naturellement qu'au matériel d'origine mexicaine, car notre artillerie devait rentrer en France; nous ne pouvions pas abandonner là-bas nos canons victorieux. Cependant leurs projectiles, dont la valeur matérielle ne compensait pas les frais de transport et qui ne pouvaient être utilisés pour les pièces mexicaines, furent brisés et laissés comme ferraille, de manière que les dissidents, dont le retour était facile à prévoir, ne pussent les considérer comme des trophées. Enfin, les poudres destinées aux pièces de la citadelle furent noyées dans les fossés, au dernier moment, avant le départ de l'extrême arrière-garde. On a critiqué, blâmé cette mesure. Pourtant elle était dictée par la prudence, car nous laissions en batterie sur les parapets quelques grosses pièces, notamment des mortiers, et on avait lieu de craindre que des énergumènes aux ordres de Marquez n'aient l'audace de saluer le départ de nos derniers soldats par une insulte *in extremis* qui nous aurait obligés à faire demi-tour pour les châtier. J'ajoute qu'on avait si bien

à redouter quelque acte de folie de la part des exaltés de Mexico, que, dans les derniers jours de notre occupation, les mortiers de la citadelle restèrent en batterie, non pas contre l'extérieur, mais contre la ville même pour la tenir en respect.

Quant au matériel, que je qualifie d'administratif, campement, habillement, subsistances, transports, et qui avait encore une certaine importance, l'Intendant de l'armée offrit au ministre de la Guerre de le prendre contre remboursement d'une valeur relative très minime. Mais cet office, représenté par le sous-secrétaire d'Etat Murphy, qui s'était affirmé si riche pour décider Maximilien à continuer la lutte, se déclara trop pauvre pour acheter, à un prix infime, le matériel indispensable pour soutenir cette lutte. Il se borna à prendre les effets d'habillement pour vêtir les 8.000 soldats que Marquez avait recrutés dans Mexico de force et « tout nus ».

Restait enfin à résoudre la liquidation du personnel animal, chevaux et mulets. Le ministre de la Guerre français avait décidé que le rapatriement de ces animaux étant trop onéreux, on devrait se débarrasser, à n'importe quelle condition de la plupart d'entr'eux. Du reste, le plus grand nombre étaient âgés et plus ou moins usés par la campagne. Cependant quelques exceptions furent faites. On autorisa les officiers à ramener en France les chevaux leur appartenant et qu'ils désireraient conserver. Un certain nombre de nos chevaux de cavalerie, ceux de race arabe en particulier, qui étaient encore jeunes, en bon état et susceptibles de faire des reproducteurs, devaient être transportés dans nos colonies des Antilles; tous les autres seraient vendus au Mexique par le service des domaines. Malheureusement cette vente, pour être tant soit peu productive, aurait dû se faire dans l'intérieur du pays et en différents endroits à Mexico, Puebla et Orizaba; mais cela n'était pas possible, car nos officiers ne pouvaient descendre à Vera-Cruz en commandant leurs troupes sans être montés, notre artillerie avait besoin de ses chevaux pour conduire au port nos canons, enfin notre cavalerie

devait servir jusqu'à la dernière heure pour montrer aux troupes de Porfirio Diaz quelle était la limite que celles-ci ne devaient pas franchir. On fut donc réduit à vendre une énorme quantité de chevaux, au point terminus de notre marche en retraite. Cette opération forcée et faite en hâte donna des résultats déplorables, financièrement et moralement. Quant au matériel roulant on en vendit à Mexico à des prix dérisoires.

Cette liquidation ressemblait plutôt à une débâcle qu'à une opération commerciale; aussi a-t-elle été vivement critiquée. Qu'on l'ait déplorée, c'eût été naturel, car ce dernier acte de notre campagne fut pour nous tous, douloureux, humiliant même, et pourtant il s'imposait. Mais on a eu bien tort de blâmer, de reprocher; car les censeurs sévères auraient dû tout d'abord se rendre compte si on pouvait faire autre chose qui fût mieux. On a prétendu qu'il eût été plus convenable d'abandonner à Maximilien tout ce que nous ne pouvions emporter. Un pareil acte de générosité était-il possible à l'égard d'un prince et d'un gouvernement qui nous avaient interdit toute relation avec eux et qui ne nous considéraient plus que comme une troupe stationnant, à titre momentané, au Mexique? Ces gens-là étaient devenus pour nous des ennemis déclarés, menaçants même. D'ailleurs, quel usage en auraient donc fait les troupes impériales? Les livrer aussitôt aux Juaristes comme elles le firent à l'égard de presque toutes les localités et de leurs armements que nous avions remis régulièrement. Ce n'était pas les armes, les chariots, les munitions, les chevaux qui faisaient défaut aux troupes de Maximilien, mais bien le dévouement et la confiance, souvent même la conscience du devoir et la bravoure. Les soldats de cet Empereur n'étaient pas de ceux qui brûlent leurs dernières cartouches!

Enfin, n'avions-nous pas été assez généreux en leur donnant par centaines les canons que nous leur avions remis? Car, en somme, toute cette artillerie était bien notre propriété, puisque nous l'avions conquise au prix de notre sang,

et c'était bien un riche présent que nous offrions à ce gouvernement d'ingrats qui refusait à nos soldats les quelques croix, les quelques médailles, que le Maréchal demandait pour prix de ce sang, versé si généreusement.

Mais il fallait critiquer tout et quand même. Pourtant si on avait cédé tout cela au gouvernement mexicain, comme il ne serait pas entré de ce fait un centime dans les coffres du trésor français, les esprits chagrins et malveillants auraient prétendu que le Maréchal avait fait une affaire... véreuse ! Le général Douay n'y aurait pas manqué, et les naïfs l'auraient cru, comme ils ont cru bien d'autres choses tout aussi invraisemblables.

La concentration de l'armée était accomplie ; celle-ci n'attendait plus que des vaisseaux pour abandonner, sans regrets, la terre mexicaine ; la liquidation administrative de son immense matériel était assurée dans les conditions seules possibles. Le Maréchal avait ainsi rempli tout son devoir vis-à-vis de son gouvernement et de son pays. Mais il lui en restait un vis-à-vis de lui-même et de ses intérêts personnels, devoir qu'on ne pourrait lui contester : c'était la liquidation des éléments matériels de la haute situation que, depuis 4 ans, il occupait au Mexique ; mais cette opération privée et délicate fut chose fort difficile. Elle fut même panachée d'incidents variés, souvent désagréables. Dans cette affaire purement personnelle, les dispositions matérielles, si importantes qu'elles fussent, ne présenteraient en elles-mêmes qu'un médiocre intérêt si des esprits médisants et inspirés par les plus mauvais sentiments ne s'étaient occupés des détails de la vie privée, intime même, du Maréchal pour en tirer des suspicions, des accusations indignes et non justifiées. C'est en raison de ces accusations qu'il importe de faire la lumière sur ces questions particulières.

La haute situation politique et mondaine du Maréchal imposait un train de maison considérable qu'il n'était pas possible de songer à transporter en Europe. Le Maréchal était donc obligé de s'en défaire. Il vendit à peu près tout le mo-

bilier, ses chevaux d'attelage, ses voitures, etc., ne conservant que quelques chevaux de selle et une voiture ordinaire pour transporter la Maréchale et son fils à Vera-Cruz.

Restait une partie de ses intérêts matériels qui étaient encore moins transportables : c'était le palais de Buena-Vista qui avait été donné en dot à sa femme par l'Empereur Maximilien et le gouvernement, en vertu d'une donation faite en bonne et due forme par décret impérial, ainsi que je l'ai fait connaître en son temps. Cet acte stipulait en particulier que « le jour où le Maréchal ne voudrait pas conserver la jouissance de cette propriété, elle lui serait rachetée moyennant une somme déterminée ». Dans ces conditions et lorsque fut fixée l'époque du départ de l'armée française, le Maréchal et sa femme, bien que Mexicaine, ne voulant pas conserver une si lourde charge pendant qu'ils devaient résider en France, firent, auprès du gouvernement, les démarches nécessaires et conformes à l'acte de donation, pour restituer le palais dans les conditions fixées sur cet acte. Que furent ces négociations ? Nous ne le sûmes pas exactement ; mais ce qui est certain c'est que rien ne put être réglé à ce sujet avant le départ et que le Maréchal dut confier l'immeuble et ses dépendances à un liquidateur chargé de soutenir ses intérêts.

Ce qui ressort de positif dans cette affaire n'est pas flatteur pour l'Empereur et son gouvernement, qui se sont dérobés afin de ne pas faire honneur à leur parole et à leur signature. C'est sans doute une des raisons qui les ont poussés si déloyalement à rompre toute espèce de relations avec le Maréchal. En tout cas, il n'y avait là qu'un préjudice matériel. Mais ce qui a dû être encore plus douloureux moralement pour le maréchal Bazaine, c'est qu'alors qu'il était ainsi frustré, il a trouvé des calomniateurs assez indignes pour l'accuser d'avoir commis des tripotages et de s'être enrichi, d'avoir même sacrifié ses devoirs pour s'enrichir, alors que le malheureux est rentré en France aussi pauvre qu'il l'était en partant et que, malgré les hautes positions qu'il a occu-

pées, il est mort je ne dirai pas « dans la misère » mais bien « de misère même » !

J'avais bien raison, dès 1865, dans les tête-à-tête discrets de nos promenades en coupé, de mettre en garde le grand chef contre les malveillances calomnieuses dont il était déjà l'objet et de lui signaler les accusations qu'on formulait contre lui, afin qu'il pût un jour se défendre, si cela devenait nécessaire. Et pourtant alors on ne pouvait supposer que ces attaques sourdes et imprécises pourraient un jour partir de si haut dans la hiérarchie pour aller plus haut encore inspirer le doute et la malveillance.

Mais il semble que le maréchal Bazaine ait eu autant de mépris pour les dangers de la calomnie qu'il avait toujours eu de dédain pour les risques des champs de bataille. Ce fut une grande faute qu'il paya trop cher !

J'ai exposé les grandes lignes et certains détails particuliers des prodromes du départ du corps expéditionnaire. Il me reste un devoir patriotique que je ne puis négliger. Il y avait en effet au Mexique un autre élément de la France qui méritait notre sympathique attention : c'était la colonie civile que formaient nos compatriotes établis au Mexique, soit qu'ils s'y trouvassent avant l'intervention, soit qu'ils y fussent venus après et sous ses auspices protecteurs. Quelle allait être leur situation après notre départ ? Tous l'envisa-geaient avec tristesse, un grand nombre avec appréhension, terreur même. Pourtant il y avait lieu d'espérer qu'ils n'avaient pas à redouter les représailles des Juaristes, puisque leurs chefs proclamaient qu'ils n'en voulaient pas aux Français. Aussi, presque tous ceux qui étaient depuis longtemps au Mexique et avaient eu autrefois de bonnes relations avec les Libéraux, restèrent ; mais la plupart de ceux d'importation plus récente et qui n'avaient pas eu l'heur d'épouser la fortune, avaient résolu de quitter le Mexique et de reprendre avec l'armée le chemin du pays natal.

Du reste, l'Empereur Napoléon avait prescrit de rapatrier tous les Français qui en feraient la demande ou, tout au

moins, de faciliter le retour de tous ceux qui rentreraient en France, avec ou sans assistance. Aussi tous ceux-là réalisèrent du mieux possible les intérêts qu'ils avaient au Mexique et se tinrent prêts à se joindre à nos convois descendant à Vera-Cruz. Il y en eut un nombre considérable, car il en était venu de tous les points du Mexique, sous la protection de nos colonnes revenant de l'intérieur.

Quant à la colonie militaire française, elle n'avait pas les préoccupations morales de nos compatriotes du pays, si ce n'est les regrets de nous éloigner pour toujours de la société de Mexico, avec qui nous avions entretenu les plus sympathiques relations et qui nous voyait partir avec tristesse. Mais nous avions les soucis du voyage terrestre par étapes ; surtout les ménages possesseurs d'enfants, car il fallait créer des moyens de transport et d'habitat champêtre appropriés. La femme, ça monte à cheval ; mais les gosses ? comme on dit *in populo* ! Alors, prenant modèle sur Robinson Crusoë, chacun s'organisa selon ses ressources inventives.

Ma solution du problème, étant simple et de bon goût, fut plagiée par plusieurs camarades : c'était un chariot aménagé en dortoir à étagères mobiles, à l'instar des paquebots, muni d'une toiture hémicylindrique et d'une échelle d'ascension ; l'étage supérieur était destiné à la mère et à l'enfant, le rez-de-chaussée à la bonne du sus-dit ; le tout accompagné d'un certain confort et de dispositions ornementales. Pour moi, mes chevaux et ma tente, chambre à coucher la nuit et le jour, salon ou salle à manger. Avec ce train de maison on pouvait faire le tour du monde.

Quant au voyage par mer, je ne me souciais pas d'embarquer sur le vaisseau destiné à mon grand chef qui, encombré par la Maréchale, ses suivantes et sa maison, n'aurait sans doute que le fond de la cale à mettre à la disposition de ma smalah. Alors, adroitement et manifestant la crainte d'être moi-même un encombrement, je m'en ouvris franchement au Maréchal, qui comprit mes scrupules et voulut bien décider

que je prendrais passage sur le vaisseau destiné à accompagner le sien. Tout allait donc à souhaits et je n'avais plus qu'à attendre l'heure du départ.

Pendant qu'à Mexico s'accomplissait la désagrégation de l'Intervention, je puis même ajouter de l'Empire, les légions belge et autrichienne qui auraient dû être, de l'Empereur, l'*ultima ratio*, et rester ainsi les dernières avec le Souverain défendant sa couronne, ces troupes, en quelque sorte d'élite, partirent au contraire les premières, ainsi que le Maréchal en avait pris l'engagement avec Maximilien. Le 20 janvier s'embarqua la légion belge et le lendemain 21, ce fut la légion autrichienne; les deux troupes sur des transports français. Le départ de la légion autrichienne fit naître un incident intéressant, en raison des circonstances du moment. On avait pensé au quartier général qu'on pourrait profiter du retour à Trieste de la frégate autrichienne *Dandolo*, mouillée depuis longtemps à Vera-Cruz pour convoyer la *Novara*, devant ramener Maximilien en Europe; mais l'Empereur, sollicité à ce sujet, répondit que cette frégate était à sa disposition et qu'elle devait y rester. Ce qui prouva une fois de plus que la pensée d'un retour prochain ne l'avait pas abandonné. Il fallut donc embarquer sa légion sur des bâtiments français.

A ce propos, il est intéressant de rappeler une démarche faite par cette vieille troupe européenne, qui contenait pourtant des vaincus de Magenta et de Solferino, au moment où elle se séparait de l'armée française avec laquelle elle avait guerroyé pendant trois ans. Ces braves gens, toujours animés des sentiments de solidarité et d'estime qui unissaient les armées entr'elles, adressèrent au maréchal Bazaine et à ses troupes une lettre d'adieu qui honorait la légion autrichienne et le corps expéditionnaire français. Ce document est un souvenir pour tous les militaires qui ont compté dans notre vaillante phalange du Mexique et nous devons le conserver.

« Orizaba, 17 janvier 1867.

« Monsieur le Maréchal de France,

« Au moment où nous allons bientôt quitter le Mexique pour rentrer en Autriche, j'ai l'honneur de vous exprimer toute notre reconnaissance pour la bienveillante protection de Votre Excellence sans laquelle le sort du corps autrichien serait devenu bien triste.

« Ce sera pour nous, à jamais, un glorieux souvenir d'avoir combattu sous les ordres de Votre Excellence et à côté du corps expéditionnaire français.

« Dieu le veuille, qu'il arrive une époque où il nous sera permis de donner des preuves de notre dévouement pour Votre Excellence et notre reconnaissance envers la France qui nous a protégés au Mexique et nous a comblés de bienfaits. »

« Pour le corps autrichien :

« Le Lieutenant-colonel,

« POLAK. »

Cette manifestation, peu flatteuse du reste pour Maximilien, est d'autant plus intéressante qu'elle fait ressortir et condamne le mauvais esprit du général Thun, qui commandait cette légion et, s'étant refusé à exécuter les ordres d'un maréchal de France, dut quitter son commandement et rentrer en Autriche.

Enfin ce témoignage de reconnaissance, ces sentiments généreux envers le Maréchal et la France, sont vraiment suggestifs. En les admirant, en en conservant un précieux souvenir, nous ne pouvons que regretter que, trois ans plus tard, ils ne se soient pas trouvés dans le cœur du gouvernement de leur pays! Ces braves gens auraient eu une belle occasion de mettre leur morale en action.